

**Discours de François Bayrou**  
**En clôture du Forum des démocrates**  
**Seignosse - Dimanche 16 septembre 2007**

---

Je veux vous dire combien je suis heureux de ces rencontres et combien je suis heureux de remercier ceux qui les ont organisées, sous la direction de Jean-Marie Cavada, avec l'équipe des jeunes qui a travaillé pendant tout l'été autour de lui.

Je voudrais apporter un salut tout particulier, vous le reconnaîtrez tous, même si vous ne savez pas tous les fonctions qu'il occupe aujourd'hui, à Ladislas de Hoyos, maire de Seignosse qui est avec nous aujourd'hui et que je suis heureux de saluer. Cela fait un peu reconstitution de ligue dissoute avec Jean-Marie-Cavada !...

Je veux remercier l'équipe qui m'a entouré pendant toute cette période et qui va m'entourer pendant la période de préparation de ce qui va suivre.

Tout cela pour montrer que l'équipe que nous formons ensemble est une équipe solide, expérimentée et forte, contrairement -j'y reviendrai dans une seconde- à ce que l'on écrit régulièrement, ici ou là, en raison des événements qui se sont passés au moment des élections législatives.

La question que nous avons à traiter, la question devant nous, qui fait que je suis si heureux que nous vivions ce moment de fondation ensemble et que j'éprouve une impression de responsabilité très grande, cette question est simple comme toutes les grandes questions qui se posent aux citoyens et aux responsables politiques, notamment lorsque les temps changent.

La question est celle-ci : l'offre politique qui a été proposée aux Français jusqu'à maintenant est-elle satisfaisante ? Est-elle suffisante ? L'UMP version Nicolas Sarkozy et le Parti socialiste, comme les deux choix obligatoires qui seraient réservés aux citoyens avec, autour d'eux, un nombre limité de satellites, d'ailleurs sans grande importance, est-ce la bonne réponse aux attentes de notre peuple, aux attentes présentes et aux attentes à venir ?

Pendant des mois de campagne électorale, mon engagement n'a eu qu'un sens et le vôtre avec moi : montrer aux citoyens qu'ils n'étaient pas condamnés à ce choix entre deux impasses, qu'il était de leur droit d'électeur et qu'il est de notre devoir de responsable politique et de candidat, à ce moment-là, de tracer un autre chemin.

Je veux vous dire quelle était l'orientation de ce chemin : ce n'était pas du "ni-ni" -j'ai toujours détesté cette expression-, ce n'était pas le "moitié-

moitié", c'était et c'est une voie originale dont je veux rappeler devant vous les principaux axes pour montrer que c'est du positif que nous faisons, que c'est un projet que nous défendons.

Nous avons dit aux Français : l'affrontement clanique d'un camp contre l'autre n'est pas l'avenir de la France. Nous avons dit aux Français : le pays souffre d'un manque de vérité. Le déficit que nous accumulons, la dette qui en résulte, personne n'y gagne et, au bout du compte, c'est tout le pays, et d'abord les plus fragiles, qui devront la solder.

Nous avons dit aux Français : penser l'économie sans vouloir le social et vouloir le social sans penser l'économie, c'est se condamner à l'échec, échec par rejet d'un côté, échec par insuffisance de l'autre.

Nous voulons, au contraire, penser en un seul mouvement, ce que nous avons appelé la social-économie : créativité, solidarité, durabilité.

Nous avons dit aux Français : si, dans un temps difficile, vous ne devez retenir qu'une seule priorité, retenez l'éducation et, au lieu de saupoudrer l'argent des aides aux entreprises, concentrez-le sur la création d'emplois nouveaux, d'où les deux emplois sans charges par entreprise, qui est l'une des propositions, je crois, que les Français avaient le plus entendue.

Et tout cela, les Français qui se sont investis probablement comme jamais dans une campagne électorale, ils l'ont entendu. Ils se sont mobilisés dans un mouvement de confiance sans précédent, à ma connaissance, et qui nous a fait passer de 6 % à près de 19 % des voix en quelques semaines.

Naturellement, nous, vous, moi, toute l'équipe qui m'entourait, nous avons vécu ce surgissement, cette vague avec le cœur battant, avec le sentiment de vivre un moment historique, en tout cas sans précédent, sans avoir, tous les jours, la certitude que cela allait durer, puisque tous les commentateurs, tous les savants, tous les doctes docteurs nous disaient que c'était impossible, que cela allait s'écrouler, que cela allait disparaître, que nous n'avions pas à exister. Et d'ailleurs, ils continuent et vont continuer imperturbablement pendant les cinq ans qui viennent, jusqu'à ce que la réalité que nous allons préparer les démente...

Je pense souvent fraternellement à ces sept millions de Français, de femmes et d'hommes de chez nous, de toutes les régions, de toutes conditions sociales, de toutes origines, je pense à ce qui leur a fallu de constance, de tranquille audace pour braver tous ces savants, pour maintenir leur choix. Je pense également aux

autres, combien de millions sont-ils, qui voulaient les rejoindre, qui ont envisagé, eu envie de les rejoindre, de voter pour nous et qui ont fini par être impressionnés et qui ont renoncé au vote dont ils avaient envie pour faire un vote de raison, d'un côté ou de l'autre, dont ils avaient moins envie, dans lequel ils se reconnaissaient moins, mais qu'on leur décrivait comme un vote utile.

Ainsi, à l'occasion de cette élection, deux choses ont été prouvées : la première, qu'il existait un grand courant démocratique en émergence dans notre pays, et la seconde que l'on n'a pas aperçue, que l'on a totalement ignorée, mais que je veux cependant souligner devant vous, c'est que, même dans l'état de nos institutions -état pourtant critiquable, ô combien, j'y reviendrai- ce grand courant démocratique était en réalité, dès 2007, en situation de réussir son pari. Car maintenant que nous avons vécu ensemble -travaux pratiques- la première élection au rythme du quinquennat, nous savons bien que l'élection présidentielle détermine l'élection législative et que, si nous avions gagné, une vague orange aurait immédiatement créé un équilibre nouveau dans notre pays.

Comme vous le savez, aussi près que nous ayons été, cela n'a pas été le cas et nous avons vécu alors des élections législatives dans une très grande difficulté. Je veux dire ma gratitude et mon amitié aux quelque cinq cents candidats et candidates qui ont porté nos couleurs dans une situation extrêmement difficile. Je voudrais qu'ils se lèvent dans cette salle et que vous les applaudissiez. Dans un contexte aussi difficile, avec des vents aussi contraires, ils ont cependant réuni autour d'eux, alors qu'ils n'étaient parfois pas connus, qu'ils n'étaient parfois pas expérimentés, dans chaque circonscription, y compris les plus difficiles, une moyenne de plus de 8 % des suffrages de nos concitoyens, ce qui, dans toute grande démocratie du monde, donne un rôle essentiel à la formation qui les réunit.

Je voulais vous dire merci et je voulais vous le rappeler.

Bien sûr, la hâte du plus grand nombre de nos députés sortant à se retrouver le plus vite possible du côté du pouvoir n'est pas une nouveauté. Elle est une des faiblesses de la France, que tous les partis, les uns après les autres, hélas, expérimentent désormais, et c'est pitié que de voir ainsi la faiblesse de caractère s'habiller des grands mots de l'action pour se retrouver « du côté du manche » !..

Cela -vous pouvez le vérifier- ne se produit nulle part ailleurs, dans aucun pays démocratique du

monde et c'est hélas la règle chez nous : la peur du risque, la peur de l'échéance électorale, l'attrait infini du pouvoir nouveau, comme si l'on craignait de manquer le train, les tentations naïves de quelques hochets, tout cela se conjugue pour que chancellent et, très vite, succombent les âmes qui paraissent les mieux trempées.

Nous avons connu cela en 2002. Le RPR a connu cela du temps de la guerre entre Edouard Balladur et Jacques Chirac. Il a connu cela auparavant du temps de Valérie Giscard-d'Estaing et, maintenant, le Parti socialiste, qui en a longtemps été préservé, fait à son tour l'expérience amère de ce type de faiblesse.

Ceci est un manque et un handicap pour la France. La stabilité des élites, et principalement des élus politiques d'un pays, est un atout pour son avenir et un élément positif pour qu'il ouvre les yeux et accepte de regarder en face les grands défis qui se posent à la société et qui ne se résument pas tous à la place que l'on va occuper ou aux galons que l'on aura sur les épaules.

C'est, hélas, arrivé aux plus grands. En 1951, de Gaulle avait réussi à constituer un groupe parlementaire conséquent : cent députés ! En quelques mois à peine, un par un d'abord, puis par groupes entiers, ces députés se sont tournés vers les délices et les poisons du pouvoir de l'époque. De Gaulle s'est retrouvé seul, ou presque, et c'était pourtant de Gaulle !

En juillet 1952, à peine un an après, devant cette désertion, le mouvement gaulliste a eu un terrible Conseil national, au cours duquel André Malraux s'est levé et a dit ceci, à quoi j'ai souvent pensé pendant cette période : "Si un certain nombre de parlementaires vous abandonnent, c'est dommage. C'est un incident. Mais si, pour garder ces parlementaires, vous abandonnez une idée, l'idée dont vous avez vécu, alors ce n'est pas un incident. C'est un suicide".

C'est un désagrément, bien sûr, et parfois, vous le savez bien, une déception humaine, mais, sur l'autre plateau de la balance, il y a vous, vous et les vôtres et tous ceux que vous représentez ici et tous ceux qui vont venir...

Vous, en chiffres d'abord : depuis le mois de juin, nous avons eu 45 000 adhésions nouvelles. Malgré les efforts nombreux que nous faisons -et parlant d'efforts que nous faisons pour l'UDF j'en profite pour saluer Bernard Lehideux, député européen qui vient de nous rejoindre- l'UDF jusqu'en 2007 c'était 30 000 adhérents au sens des statuts.

La moyenne jusqu'en 2006 -Michel Mercier qui est là pour le confirmer d'un hochement de tête- était de 15 à 16 000 adhésions acquittées par an et, depuis la fin du mois de mai, les adhésions nouvelles au Mouvement Démocrate sont au nombre de 45 000, c'est-à-dire trois fois plus en deux mois que nous n'en avons les années précédentes.

Bien sûr, comme vous le savez, ce sont des adhésions spontanées, non sollicitées. Ce n'est pas le résultat d'une campagne. On n'a pas dépensé un euro pour faire une campagne. C'est un mouvement de confiance.

Voilà pourquoi j'ai dit, hier, à la presse que je croyais que, dans les dix-huit mois, si nous travaillons bien, nous pouvons envisager sans crainte l'horizon, qu'évidemment nous n'avons jamais atteint, des 100 000 adhérents pour le Mouvement Démocrate en France.

Cela, ce sont les chiffres, mais je vais vous faire une confiance : il y a longtemps que je ne compte plus en chiffres. En politique, je compte en visages. Visages nouveaux, venus à l'engagement pour la première fois de leur vie -on a vu la forêt de bras qui s'est levée hier soir- visages nouveaux qui, parfois, n'avaient jamais envisagé de faire ce pas, visages plus anciennement engagés qui avaient eu d'autres parcours. Et, croyez-moi, je n'ai rien oublié de ces parcours plus anciens, le long parcours du centrisme, comme on dit. Ce parcours, je l'ai fait avec vous dans toutes ses étapes. Je n'ai rien renié : CDS, Centre démocrate parfois auparavant, parfois même MRP -il y a des personnes qui sont venues me voir en disant : je reviens pour la première fois depuis le MRP- puis Force démocrate, puis la Nouvelle UDF. Et d'autres familles, ceux qui viennent des rangs des libéraux, ceux qui ont été Républicains indépendants ou Parti républicain et d'autres qui viennent de l'écologie militante, comme Cap 21 avec Corinne Lepage, ceux qui militaient chez les Verts avec Jean-Luc Benhamias... Lorsque je parle des libéraux et des républicains, je parle évidemment du Parti radical d'un bord et de l'autre, puisque nombreux sont ceux qui nous ont rejoints, venant aussi d'autres formes du radicalisme. Et les écologistes et ceux qui ont, il y en a, milité au Parti socialiste et ne s'y retrouvent plus. D'autres venus de droite, du gaullisme, parfois même plus à droite encore... Les uns recrues de déceptions, les autres avec l'enthousiasme des néophytes, mais en tout cas décidés, une fois pour toutes, à marcher ensemble, à travailler ensemble, à construire ensemble, avec les mêmes valeurs. Car ce sont les valeurs qui font le ciment d'une action politique.

Les uns et les autres ont une certitude commune, qui est celle-ci : la situation de la France telle qu'elle a été subie dans le passé ne nous convient pas. Nous voulons donner à notre pays un avenir différent, fondé non pas sur des intérêts seulement, mais sur des valeurs démocratiques et nous voulons le faire en rassemblant.

Voilà pourquoi j'ai voulu, à la première minute de cette rencontre, apporter modestement ma pierre, comme sept cents autres parmi vous, en proposant (et libre à vous de corriger, d'amender, de réécrire, de réorienter) après avoir lu les centaines de contributions que vous avez adressées sous toutes les formes, en prose le plus souvent et parfois même en vers, en proposant un brouillon de *charte des valeurs* qui disent des choses précises, non pas de vagues bla-bla sur ce que nous voulons en commun, mais des choses précises et une *charte éthique* sur ce que ce combat suppose de droits et de devoirs.

Je sais bien que beaucoup d'autres ont travaillé et réfléchi à ces documents fondamentaux. Nous allons constituer, avec ceux-là, les deux premiers groupes de travail. Il y en aura beaucoup d'autres, sur tous les grands sujets du pays. Ils se mettront en place avant notre Congrès de fondation prévu pour le mois de novembre.

Avant ce Congrès de fondation, chacune des organisations départementales de notre nouvelle famille choisira des instances provisoires qui permettront que tout le monde soit représenté, tout le monde soit associé, personne ne soit exclu dans le mouvement que nous avons choisi et décidé de construire ensemble.

Pour ces débats, pour tous les débats, il y aura une organisation sur Internet. Je veux remercier beaucoup -c'est une tâche très lourde - tous ceux qui s'occupent d'Internet. Et je veux remercier à l'avance -je le dis, car il y a les caméras de notre site qui sont là- tous ceux qui parmi vous ont des compétences sur Internet, comme je crois, peu de partis dans la vie démocratique française en ont et qui vont venir avec nous pour que nous puissions assumer la tâche immense que nous avons avec les moyens limités qui sont les nôtres. Bienvenue au club de ceux qui vont travailler à notre organisation Internet !...

J'en profite pour dire à tous ceux qui « m'engueulent », parce que ce n'est pas assez performant -et ils ont sans doute raison car nous avons du mal à répondre aux milliers de messages qui nous parviennent, car parfois, moi-même, même si je fais des efforts je ne réponds pas à tous les messages- : c'est bien que vous nous « engueuliez », mais c'est encore mieux que vous

nous proposiez votre aide et participation pour que nous puissions corriger et améliorer les choses.

Ainsi, se trouve naturellement la réponse à la question qui a été posée tout au long de cet été par les commentateurs et même parfois, il faut bien le dire avec honnêteté, dans nos rangs : comment vont-ils pouvoir vivre ensemble ? Ils vont vivre ensemble à égalité de droits et de devoirs, j'y tiens, et ils vont vivre ensemble car ils *veulent* vivre ensemble et ils considèrent, comme c'est juste, que d'avoir des parcours différents pour former un mouvement d'avenir, d'avoir des passés différents, d'avoir des expériences différentes et de les associer est une richesse pour travailler ensemble.

Ce n'est pas un handicap, c'est une richesse. Eux, eux tous qui prônent le rassemblement au-dehors, ils vont le pratiquer, le rassemblement, à l'intérieur. Cet élargissement, ce rassemblement, cette rénovation, cela s'appelle la vie, la vie qui bouge, la vie qui fait bouger, la vie qui vous apprend qu'il y a, comme dit à peu près l'Ecclésiaste, un temps pour regarder le passé et un temps pour construire l'avenir.

Toutefois j'ai, sachant cela, un message pour chacun d'entre vous pour cette période dans laquelle nous entrons : « Soyez fiers de ce que vous êtes et de ce que vous avez été, soyez fiers de votre passé si vous en avez et même de vos hésitations si vous en avez connu. Ne reniez rien, assumez. Vous avez cru en quelque chose, vous vous êtes trompés peut-être ou simplement les temps n'étaient pas mûrs. Vous n'entrez pas dans cette maison contre ce que vous avez cru, mais avec ce que vous avez cru ».

C'est ainsi que nous allons parler à la France, car la France est, elle aussi, diverse et elle a besoin que l'on ait le cœur et l'âme assez larges pour l'aimer comme elle est, pour l'aimer dans sa diversité, pour l'aimer dans son pluralisme, nous qui sommes les porteurs et les défenseurs du pluralisme, de la diversité, de la compréhension et du rassemblement.

Nous porterons un seul nom et c'est un grand nom : le Mouvement Démocrate. Cela nous évitera d'avoir à nous définir par rapport aux autres et, d'une certaine manière, ainsi de leur concéder un avantage décisif : il me semble que le temps est venu que nous nous définissions, non pas par rapport aux autres, mais par rapport à nous-mêmes, à ce que nous sommes, ce que nous croyons et ce que nous voulons.

Je n'ai jamais renié ce qu'il y a de juste dans l'aspiration du centre, mais, dire centre, c'est se

définir par rapport à la droite et par rapport à la gauche et nous, nous sommes démocrates !...

Ainsi, voilà que l'on pourra dire, comme on dit ailleurs « les conservateurs », comme on dit « les socialistes » : « les démocrates », voilà ce qu'ils pensent, ce qu'ils veulent, et voilà pourquoi nous allons leur faire confiance.

Tout d'abord, nous sommes démocrates, car, *demo*, cela signifie peuple et que nous croyons au peuple davantage qu'à toutes les oligarchies et toutes les confiscations de pouvoir et de privilèges. Nous sommes démocrates, car nous croyons que l'état de citoyen est un état supérieur d'appartenance à la cité.

Enfin, nous sommes démocrates, car nous croyons que l'irruption de la société de l'information rend nécessaire et permet enfin que se réalise la conviction que Marc Sangnier a exprimée admirablement, le premier, il y a exactement cent ans, et je n'en ai jamais rencontré de plus concise. Marc Sangnier a dit : "*La démocratie est l'organisation sociale qui porte au plus haut la conscience et la responsabilité des citoyens*".

Nous, nous voyons, dans cette conscience et cette responsabilité, le moteur même du progrès de la société et du progrès individuel des hommes.

Il y a un grand courant démocrate en formation dans le monde et le monde a besoin de ce courant. En Chine, démocrate, cela signifie résistant. Au Japon, démocrate, cela signifie -cela va se passer ces jours-ci- défenseur du changement. Aux États-Unis, démocrate, cela signifie homme ou femme de progrès.

Bientôt, en Afrique, en Amérique du sud et dans l'ensemble du sud-est asiatique et déjà en Inde avec le grand parti du Congrès, une internationale démocrate est en voie de formation.

Chez nous, en Europe, vous avez vu dans le débat de vendredi, ceux qui étaient là avec Nick Clegg, ce qu'il y a d'énergie chez les « Lib-dem » et de leaders potentiels, avec Sandro Gozi qui nous a apporté le salut de Francesco Rutelli et de Romano Prodi.

Vous l'avez vu, en France, avec nous, et bientôt, je le crois, dans l'ensemble des pays européens, l'organisation des démocrates dira que l'avenir ne se résume pas à la fatalité et à la soumission aux dominants et c'est notre message, sur l'ensemble du continent européen et dans notre pays.

En effet, peu ou prou, le monde entier connaîtra la même question et formera un jour, je l'espère, la même réponse. La question est celle-ci : soumission ou résistance au modèle dominant dans le monde ? Car il existe un modèle dominant, extraordinairement efficace,

extraordinairement puissant au sens de la force matérielle et financière, extraordinairement performant, comme l'on dit, du moins si l'on considère que la performance se mesure uniquement à la puissance.

Ce modèle dominant, contrairement à ce que l'on dit en France, on ne doit pas le qualifier de "libéral".

Du libéral, de la liberté, il en faut, et je ne crois pas que l'on puisse construire un projet de société humaniste qui ne prendrait pas en compte les principes qui sont ceux qu'ont exprimés les grands penseurs libéraux du XVIII<sup>ème</sup>, du XIX<sup>ème</sup> et du XX<sup>ème</sup> siècles.

La liberté, c'est le premier des droits de l'Homme et, comme vous le savez, l'humanité a fait un pas de géant quand l'*habeas corpus* l'a dit pour l'ensemble de l'Europe il y a un demi-siècle (quatre siècles cependant après que nous l'ayons défini dans la première constitution béarnaise, mais on ne va pas faire grief à la grande démocratie britannique d'avoir eu quatre siècles de retard sur les précurseurs modestes que nous étions, là-bas, au pied des Pyrénées...).

La liberté, c'est la condition d'une économie en bonne santé et d'une société en bonne santé.

Ce modèle, je voudrais l'appeler par son nom et vous en proposer une définition, ce modèle, c'est le modèle inégalitaire et même le modèle super inégalitaire, le modèle que j'ai appelé, dans cet article de Commentaire que vous trouverez peut-être à notre secrétariat ou en le commandant à la revue, le modèle d'inégalités croissantes, le modèle où les inégalités, non seulement sont acceptées, mais probablement sont recherchées et s'accroissent au travers des générations : des fortunes très vite faites, notamment dans l'univers financier et par la suppression des droits de succession, l'accumulation du patrimoine, l'accumulation du capital qui se poursuit sur plusieurs générations, faisant de l'inégalité croissante le principe même de la société de ce modèle qui est en train de dominer le monde.

Une étude a paru cette semaine montrant que l'augmentation du niveau de vie des États-Unis ces dernières années a profité entièrement aux 5 % les plus riches de la population américaine et, pour moitié, au 1 % des plus riches.

Les 95 % autres, ceux qui travaillent, ceux qui "triment", ceux qui travaillent beaucoup, plus que nous, pour créer une croissance de l'ordre de 4 % par an, ceux-là ont stagné ou reculé au cours de la dernière décennie. Cela est évidemment rendu possible par la pression continue que crée, sur le marché du travail, une immigration très importante,

de l'ordre de un million et demi, deux millions de personnes par an, bien contentes évidemment d'échapper à leur misère (comment le leur reprocherait-on ?) et dont la présence toujours plus nombreuse explique que le prix du travail non qualifié aux États-Unis baisse constamment en termes réels depuis trente ans.

Ceci est une société inégalitaire et je ne crois pas que ce soit l'aspiration de la société française.

Je veux être parfaitement objectif avec vous : cela a évidemment été pensé, je ne dis pas voulu, mais pensé. L'inégalité croissante comme moteur des sociétés, et c'est un moteur bigrement puissant, l'accumulation continue du capital au profit de quelques-uns, la prééminence de l'univers financier obsédante qui fait, pour les familiers des chaînes de télévision américaines, que ce qui défile constamment au bas des écrans des chaînes d'information, inlassablement, ce sont les cours de la Bourse, partout dans le monde.

Il faut savoir l'influence incroyable de cet univers sur la politique américaine, puisque ce sont ceux-là qui paient les campagnes des deux camps. Tout cela est un modèle de société et ce n'est pas le nôtre.

Je croyais, je crois toujours et je croirai toujours que, face à ce modèle dominant, quand bien même tout le monde plierait, il y aurait toujours, dans le monde, une résistance et cette résistance est celle de la France.

C'est un sujet très important que cette réflexion et j'ai entendu que Corinne Lepage la partageait. C'est très important, cette réflexion sur inégalité comme principe ou égalité comme recherche.

Ceci définit deux projets de société auxquels nous allons devoir naturellement apporter notre réflexion, notre intuition, et cela sera un grand travail, car « égalité » ne se résume pas à « égalitarisme ».

C'est quelque chose à bâtir qui tient à la recherche d'égalités réelles, d'égalités de droit, peut-être également d'égalités de devoir, et tout cela a naturellement besoin d'être redéfini, car cela ne l'a pas été depuis longtemps.

Ainsi, si j'ai eu, depuis si longtemps, une confrontation avec Nicolas Sarkozy, une confrontation politique, une confrontation sur le fond, c'est sur ce modèle de société.

Voyez-vous, je connais Nicolas Sarkozy depuis longtemps. Nous sommes de la même génération. Nous avons exercé, à peu près aux mêmes âges, des responsabilités. Marielle peut en dire quelque chose, elle qui était la coordinatrice des états généraux de l'opposition, au début des années 1990, avec deux piliers sur lesquels s'appuyer, ce

n'était pas facile tous les jours, l'un était Alain Madelin et l'autre était Nicolas Sarkozy.

Je le connais donc très bien. J'admire son énergie et il le sait, je le lui ai dit. Il est brillant, il ne baisse jamais les bras, il sait communiquer. Il est tous les jours à la télévision, infatigable, c'est plutôt nous qui serions fatigués !... (D'où l'incroyable fortune de l'idée d'une journée par an sans Nicolas Sarkozy à la télévision !...).

Il est brillant et, je le lui ai dit lors de notre dernière rencontre, il est vaillant, il s'occupe de tous les sujets, il a de l'organisation. Je ne suis pas en guerre avec lui, et encore moins en guérilla, car j'ai toujours pensé que, quelle que soit la place que l'on occupe au pouvoir, où il est, et même au pouvoir absolu -on va y revenir- ou hors du pouvoir, où nous sommes, où nous avons choisi d'être, quelle que soit la place que l'on occupe, on est co-responsable de l'avenir du pays et il faut exercer cette co-responsabilité.

Je n'ai donc pas de contentieux personnel avec lui. Nous n'avons pas de cadavres dans les placards, mais j'ai, avec lui, un conflit de valeurs. J'ai une confrontation sur les valeurs et cela va plus loin, bien plus loin qu'une divergence sur les "mesures" qu'il faut décider et prendre, car, les valeurs, c'est ce qui donne sens à la vie.

J'ai été frappé, depuis longtemps, je le suis encore plus depuis qu'il est au pouvoir, par le fait que tous ses choix montrent, même si je soupçonne parfois qu'il ne s'en rend pas compte ou qu'il en minimise la portée, tous ses choix montrent qu'il conduit la France, non pas à la résistance contre ce modèle dominant, mais à l'alignement sur ce modèle dominant.

Les signes multipliés au monde de l'argent, au CAC40, aux milliardaires, à l'univers du Fouquet's, la "*peopolisation*" de la société, les vedettes éphémères, la "*vedettarisation*" de la politique, la jubilation des *hot-dogs* avec Bush père, Bush mère, Bush couple, et que j'ai aimé ce jour-là que Cécilia Sarkozy ait une angine blanche...

Aussitôt rentré, on se précipite, toutes affaires cessantes, pour envoyer le ministre des Affaires étrangères en Irak pour y dire tout haut ce que l'administration américaine pense tout bas et que le ministre de la Défense vienne expliquer sans précaution et sans introduction, que, toutes affaires cessantes, il faut cesser de "chipoter" et "dare-dare" rentrer dans l'OTAN.

Tout cela, chacun de ces gestes, pris individuellement, pourraient être maladresses, hâte de novice, gestes improvisés, mais tout cela fait un système et ce système, je le crois, n'est pas le

choix fondamental des valeurs historiques de la France.

Je m'arrête un instant sur cette déclaration du ministre de la Défense sur l'OTAN. On peut discuter, on peut réfléchir à un nouvel équilibre du monde qui rendrait essentielle l'exigence de construction d'un pilier européen de la défense, qui se placerait face aux États-Unis et, avec eux, à égalité de droits et de devoirs.

Ce n'est pas un médiocre sujet de réflexion et Philippe Morillon sait ce qu'il en est, mais que le ministre de la Défense, dans l'exercice de ses fonctions, à l'université d'été de la défense, présente ces 40 années d'indépendance ombrageuse de notre pays comme du "chipotage", comme du "barguignage", ces mots péjoratifs, ces mots condescendants, ces mots qu'utilisent les machos qui se moquent des "vieilles filles", alors il y a là, en effet, une rupture avec ce qui a été la grandeur, l'horizon, non pas le rêve, mais l'idéal d'indépendance de la France dans le monde !...

Que ce soit des ex-gaullistes qui proclament cette politique du "rentre dans le rang", "vite-vite", "dare-dare", et le plus tôt sera le mieux, et que, évidemment, on arrête de nous embêter avec cette aspiration de la France, et que la France en finisse avec ses scrupules, avec ses combats, alors on comprend que la formation du gouvernement n'est pas un hasard et qu'il existe des liens profonds depuis longtemps entre ceux qui occupent ces responsabilités et l'on se souviendra alors des débats sur la guerre en Irak et de qui disait non et de qui voulait que l'on se range.

C'est une question de valeurs et c'est, pour moi, un constant sujet d'étonnement et de méditation. Tous les hommes, je ne dis pas politiques, mais à coup sûr les hommes d'État français, depuis le premier jour de la V<sup>ème</sup> République, tous ont partagé implicitement le même patrimoine de valeurs profondes, qu'ils fussent de droite, de gauche ou du centre, que pour certains leur destin les ait mis au-dessus, qu'ils aient des qualités et des défauts, tous avaient en commun une chose : ils ne s'alignaient pas, ils étaient les détenteurs, les porteurs et les garants de cette flamme de l'indépendance française et de cette idée que, nous, France, parmi les nations, notre destin était, tous, de porter des valeurs universelles pour le monde.

Chacun a son rang, a sa place, a sa manière : Charles de Gaulle, Georges Pompidou, Valérie Giscard-d'Estaing, François Mitterrand, Jacques Chirac. Et, dans cette chaîne, voilà la rupture.

Les mots ne sont jamais choisis au hasard. Vous comprenez bien que les hommes dits de droite, les

hommes dits de gauche et ceux du centre ont - souvenez-vous de cette devise orgueilleuse "*Je maintiendrai*"- également porté le drapeau et, pour la première fois, avec de grands mots, de grandes figures, avec des citations à la pelleuse de Jaurès, de Clémenceau, avec le pauvre Guy Môquet que l'on met désormais à toutes les sauces et les moins séantes et dont au bout du compte, évidemment, je le dis avec tristesse, la mémoire sera la première à souffrir, car l'émotion vraie va mal avec l'overdose.

Avec tous ces grands mots, avec toutes ces grandes déclarations, en réalité, au-dessous, l'œuvre entreprise, c'est l'alignement de la France sur le modèle qui domine le monde et, cela durera quelques mois encore, sur l'administration qui a choisi de l'incarner le plus ouvertement : le modèle où l'on vénère l'argent, non pas l'économie, non pas la création, non pas l'entreprise, mais où l'on propose l'argent comme valeur.

La ministre de l'Économie, naïvement peut-être, l'a dit sans nuance. Je la cite : "*Le but du gouvernement est de réhabiliter l'argent, corollaire du succès*".

Je pensais qu'il y avait bien des choses à réhabiliter en France : l'effort, l'esprit critique, l'idée de justice, l'esprit démocratique, la séparation des pouvoirs, le respect du citoyen, le goût de la vérité, l'amour de la liberté, mais j'avoue qu'il ne m'était pas venu à l'esprit que le but d'un gouvernement de mon pays pût être de réhabiliter l'argent !..

J'avais même l'impression, pour vous faire une confiance, que l'argent se réhabilite bien tout seul dans la société où nous vivons et je conteste, en tant que père de famille, que le gouvernement vienne me dire, à moi, père de famille, à vous, pères et mères de famille, que l'argent est le corollaire du succès.

Comme père de famille, comme tous les pères et mères de famille en France, comme éducateur, comme professeur, nous passons notre vie, et c'est parfois difficile -songez aux cités où l'on voit, depuis la fenêtre, les trafics qui se perpètrent dans la rue- à expliquer qu'il y a autre chose dans la vie, d'autres dignités, d'autres grandeurs, d'autres succès que l'argent et nous aimerions bien que le gouvernement de notre pays nous aide dans cette bataille si rude qui consiste à transmettre aux enfants une hiérarchie des valeurs morales, intellectuelles, philosophiques et, pour ceux qui veulent, spirituelles !..

Voyez-vous, l'argent, les biens matériels, il en faut. Beaucoup de personnes en manquent. Quelque

chose me dit que dans les mois qui viennent, beaucoup de Français en auront moins encore qu'ils n'en ont aujourd'hui et, c'est vrai, il faut une politique permettant à la France de trouver une croissance nouvelle, un emploi nouveau, comme nous le proposons pendant la campagne électorale, mais je crains que cette orientation de fascination et de complaisance pour la seule réussite financière mette précisément en cause, le jour venu et il viendra très vite, la politique de rigueur -le mot a été dit- qui se profile à l'horizon de cette rentrée.

Or, je vous l'avoue, je considère que c'est là une grande occasion manquée. Pour la première fois, dans notre histoire nationale et, je crois pouvoir le dire, en grande partie grâce à notre campagne et notre engagement, le déficit et la dette, qui nous plombent et nous plomberont dans les décennies qui viennent, étaient devenus, enfin, un sujet politique et une préoccupation pour les Français. Pour la première fois, notre peuple avait pris conscience qu'il y avait, dans cette facilité, un handicap et une injustice et il était prêt à l'effort.

Au lieu d'aller dans ce sens de l'effort, les premières décisions du gouvernement, les premiers votes de la majorité ont été, au contraire, pour distribuer 15 milliards d'euros que la France n'avait pas aux plus aisés de nos compatriotes. On a aggravé le déficit du pays, alors qu'il fallait le réduire. On l'a aggravé, toutes affaires cessantes, pour faire, selon le mot du ministre des Finances allemand, des cadeaux à une clientèle électorale, et bien sûr ce n'est pas juste.

Toutefois, mon inquiétude va au-delà. Ce n'est pas que cela ne soit pas juste, je crains que ce soit contre-productif. Si l'on voulait dépenser cet argent, si l'on considérait qu'il fallait -c'était discutable- faire un effort, alors, il fallait le concentrer sur la production et l'emploi, et c'est ce que je proposais de faire à ma manière -il y en a peut-être d'autres- avec les deux emplois sans charges.

Il ne fallait pas le diriger vers la consommation qui relance en effet l'économie, mais principalement celle des pays chez qui nous allons chercher des biens de consommation.

C'est pourquoi je n'ai jamais cru que nous obtiendrions une relance de la croissance, comme on nous le racontait, et je n'étais pas le seul de cet avis. Je veux rappeler que le rapport que Michel Pébereau avait donné sur le déficit et la dette concluait qu'il fallait lutter d'urgence, mais surtout pas baisser les impôts, car cela donnerait un mauvais signe à ceux qui allaient devoir consentir des efforts.

À cause de ce choix, quand le moment viendra, et il vient -d'ici quelques jours, si mon intuition est juste-, où en raison de ces décisions nous allons être rattrapés par la réalité, par nos engagements, par l'impératif des comptes qui dérapent tous les jours. Ces largesses vont nous revenir en boomerang et les Français vont répondre : vous nous demandez des efforts, à nous qui avons peu, pourquoi, alors, avez-vous été si généreux avec ceux qui ont beaucoup ?...

Ces décisions, ces largesses, ces cadeaux, ce climat de facilité totalement artificiel dans lequel on a fait baigner la France pendant les premiers mois de ce mandat nous ont empêchés de faire la pédagogie de la réforme qui est la moitié de son succès et, comme il n'y a rien de plus fort que les symboles, ils ont symboliquement, à l'avance, fragilisé le crédit des réformes que nous allons devoir faire.

Bien sûr, il y a, dans la majorité beaucoup de femmes et d'hommes, beaucoup de responsables - nous les connaissons, pour beaucoup d'entre eux - y compris évidemment dans le parti majoritaire, y compris des femmes et des hommes de droite, des femmes et des hommes libéraux qui partagent cette inquiétude, sans pouvoir le dire, sans oser le dire. Car c'est un drame pour la France, mais c'est ainsi, nous avons des institutions qui interdisent la parole libre. Pour parler librement en France, et vous le savez bien, il faut avoir le sens du sacrifice.

Il faut affronter la disgrâce dans ce pays où, bien plus que cela n'a jamais existé, c'est la faveur du prince qui fait tout : les nominations, les subventions, les promotions, les pluies favorables ou, au contraire, qui vous plongent dans le noir de la réprobation et du silence.

Nous avons des institutions et une pratique institutionnelle, je le dis devant vous en pesant mes mots, indignes d'un grand pays comme le nôtre, indignes d'une démocratie, qui nous font régresser.

Nous, le pays de la révolution, nous acceptons tous les jours quelque chose qui n'est accepté dans aucun autre pays du monde démocratique, nous acceptons l'absolutisme présidentiel et cet absolutisme présidentiel est un handicap et un facteur de retour en arrière pour notre pays, au lieu d'être un facteur de conscience et d'avancée.

Le président de la République décide de tout, tranche sur tout sujet, le gouvernement a disparu, excepté ceux qu'épisodiquement, distingue la faveur qui vient d'en haut. Le premier Ministre est ravalé publiquement au rang de "collaborateur". Je crois d'ailleurs qu'il l'a mal pris et il a bien fait. Les

ministres -on nous avait promis un gouvernement resserré à quinze-, il y en a plusieurs dizaines et aucun d'entre nous n'est évidemment capable de les citer, chacun avec leur cabinet, avec tous leurs appareils et leur incognito.

Chacun, pour être bien vu du pouvoir, du président ou de son épouse que les journaux décrivent comme toute-puissante, se précipite dans un concours de lèche permanent. Le cirage de pompe est devenu un sport national dans notre pays.

Les journaux économiques les plus sérieux vous expliquent que les grandes décisions qui vont concerner l'avenir économique de la nation et l'Europe ne peuvent être prises que par le président lui-même -vérifiez, vous le verrez dans les articles- et que, derrière chaque grande décision, il y a un " proche " -je ne sais pas ce que sont les proches- du président de la République et que c'est lui qui influence la décision du président.

L'absolutisme présidentiel est devenu tel que le secrétaire-général de l'UMP s'est cru obligé de faire une très sérieuse déclaration en public pour dire qu'il faudra très vite que l'on règle, en France, le statut de l'épouse du chef de l'État : « Il faut le faire, dit-il, nous sommes en retard. Les monarchies ont traité cette question depuis longtemps ! »... Non, cela ne nécessite pas de manifestations. Nous avons un problème démocratique. Il faut l'exposer aussi franchement que nous le pouvons, le traiter pour que notre pays sorte de cet archaïsme.

En quels temps vivons-nous pour qu'il faille rappeler au premier responsable du parti au pouvoir que, s'il le veut bien, s'il l'accepte, il existe précisément une petite différence, une nuance : nous ne sommes pas une monarchie, nous sommes une République et nous avons bien l'intention de le rester.

La République, en France, est garante de la démocratie et la démocratie est la protection de la République. La Constitution le consacre, puisqu'elle dit : "*La République est démocratique, laïque et sociale*".

C'est pour cela que la réflexion ouverte sur nos institutions, à laquelle vous avez participé avec Michel Mercier, est si fondamentale. Nous nous fixons comme but, en tant que citoyens, de faire sortir la République de l'absolutisme et de la faire entrer dans l'ère nouvelle d'une authentique démocratie comme toutes celles qui existent dans les pays du même niveau de développement que le nôtre

Or, pour cela, il faut retrouver la pierre de fondation de toute Constitution démocratique qui est la séparation des pouvoirs. C'est tellement important, la séparation des pouvoirs, que la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen écrit solennellement qu'un pays qui ne respecte pas la séparation des pouvoirs ne peut pas avoir de Constitution.

Il faut, tout d'abord, clarifier les choses. Je l'ai dit à la Commission Balladur et Michel Mercier le dira mercredi. La Constitution écrit, et ce n'est évidemment plus d'actualité, que c'est le gouvernement qui « détermine et conduit » la politique de la Nation. Je pense qu'il faut clarifier les choses simplement et écrire que le président « détermine » et que le gouvernement « conduit » la politique de la Nation.

Il est écrit que le Président « nomme » le Premier ministre et qu'il ne peut mettre fin à son mandat que par sa démission. Je propose que l'on écrive : le président « nomme et met fin » aux fonctions du Premier ministre. On mettra, ainsi, le droit en accord avec le fait et, au fond, avec la logique des institutions d'une élection du président de la République au suffrage universel.

Il existe une grande question. Un certain nombre de personnes, de bons esprits pensent qu'il faut mettre un terme à la responsabilité du gouvernement devant l'Assemblée nationale. Je pense qu'il faut maintenir la responsabilité du gouvernement devant l'Assemblée nationale et je vais vous dire pourquoi : on n'écrit pas une Constitution pour les temps où tout va bien, mais précisément pour les temps où cela va mal.

Il peut y avoir des crises et si vous n'avez pas la possibilité, le moyen d'exprimer cette crise dans l'hémicycle de l'Assemblée Nationale en censurant le gouvernement, alors il n'y a plus qu'un seul recours : c'est la rue. Et je ne veux pas d'un pays où nous n'ayons que la rue comme recours. Je veux que le Parlement puisse permettre au pays d'exprimer, dans un moment de crise, les difficultés qui sont les siennes.

La séparation des pouvoirs, c'est l'exécutif, le législatif -j'y viendrai dans une minute- et le judiciaire.

On a une grande question sur l'indépendance de la justice en France. On a une grande interrogation, de grands doutes, y compris parmi les magistrats, et vous savez bien les incidents de ces derniers jours.

Je pense qu'il faut instaurer l'indépendance de la justice dans notre pays, comme Montesquieu le proposait déjà il y a plusieurs siècles, et je pense

que cela doit passer par le statut du Garde des sceaux qui ne doit pas être un ministre comme les autres. Il ne doit pas seulement être un membre du gouvernement. Je pense que, parce qu'il est le responsable de la politique pénale et que d'une certaine manière c'est vers lui qu'on tourne les regards lorsqu'il y a un besoin, une revendication, une attente du côté de l'indépendance, le Garde des sceaux ne doit pas seulement être nommé par le président de la République, mais doit être investi par l'Assemblée nationale par un vote, un vote qui ne sera pas comme les autres, à une majorité qualifiée, un vote qui exigera l'accord des grandes tendances du pays pour qu'il puisse désormais exercer sa mission au nom du peuple français.

Je propose que ce Garde des sceaux préside le Conseil supérieur de la magistrature, qu'il soit, lui, investi par la confiance du président et de l'Assemblée nationale, le garant de cette indépendance et de cette protection à laquelle les magistrats ont droit dans un pays libre.

Il y a enfin le Parlement, naturellement. Si l'on parle du Parlement, on parle de son indépendance par rapport à l'exécutif, autrement il n'y a pas de Parlement.

Si l'on veut parler de l'indépendance réelle du Parlement par rapport à l'exécutif, il faut, alors, aborder le problème qui est la source de toutes les batailles et de toutes les libertés constitutionnelles, il faut parler de la loi électorale.

Le seul moyen de rendre au Parlement le pluralisme, l'indépendance, la parole libre qui seule fait l'équilibre des pouvoirs dans un pays comme le nôtre, c'est qu'il y ait une part substantielle des sièges du Parlement qui soient élus à la proportionnelle, à partir des courants qui existent à l'intérieur du peuple français. Un peuple ne doit pas être uniquement représenté par ses majorités. Les minorités ont également le droit d'exercer et, même, la définition de la démocratie, c'est la protection des minorités par rapport aux majorités.

Je suis de ceux qui pensent qu'il faut conserver une dynamique majoritaire, que c'est important, chez nous, dans notre pays, en raison du passé, que nous conservions cette dynamique majoritaire. C'est pourquoi j'ai proposé que la moitié des sièges du Parlement soient assurés d'être élus selon le scrutin majoritaire habituel, pour que les dynamiques puissent s'exprimer. Il y a également la demande que les électeurs puissent élire directement leurs députés. Le scrutin uninominal est une demande française.

Je pense que tout cela est conciliable et j'ai montré, devant la Commission Balladur, qu'il suffit

d'un petit nombre de sièges pour obtenir un résultat proportionnel sur une assemblée, pourtant élue, pour l'essentiel, au scrutin majoritaire.

Je vous explique rapidement comment cela se passe, c'est le mode de scrutin allemand : il suffit de considérer que les sièges que l'on distribue à la proportionnelle corrigent les excès du scrutin majoritaire et, avec un petit nombre de sièges, vous corrigez suffisamment les excès pour arriver à la proportionnelle au moins sur la moitié de l'Assemblée nationale. 10 % des sièges suffisent. C'est curieux, mais je vous fais la démonstration : aux dernières élections en 2007, trois formations politiques ont passé la barre des 5 % : l'UMP, qui a obtenu 320 sièges, le Parti socialiste, qui en a obtenu 200, et nous à qui le résultat des élections, sur la moitié de l'Assemblée, aurait dû, en proportionnelle, garantir 32 sièges. Nous en avons obtenu quatre dans le combat si difficile, mes chers amis, que nous avons mené.

Il suffit donc de prendre, sur les 60 sièges, les 28 qui nous manquent et nous avons notre contingent et il reste encore 32 sièges à distribuer à la proportionnelle de la manière la plus honnête entre les trois formations ayant passé la barre des 5 %. Même si le Front national, au lieu de faire 4,60 %, avait dépassé la barre des 5 %, il aurait eu droit à 15 sièges. 28 et 15, cela fait 43, il restait encore 17 sièges à partager entre les formations politiques majoritaires.

Ainsi, avec un tout petit nombre de sièges, on peut obtenir un résultat de justice. Cela signifie qu'il n'y a plus aucun obstacle de principe, aucun obstacle d'attente des Français pour qu'on réalise, enfin, la justice dans notre pays. Cela veut dire qu'il n'y a plus qu'une question politique : veut-on la justice ou la refuse-t-on ? Veut-on l'égalité de situation des citoyens devant le suffrage ou la refuse-t-on ?

Je veux rappeler une contribution que la revue Commentaire a récemment publiée et qui est celle-ci, c'est le rapport dit Weill-Raynal qui fut examiné, à la fin des années 1970, par le dernier congrès du Parti socialiste qui s'est intéressé à cette question. Depuis, la situation les arrange et ils ne s'y intéressent plus. Ce rapport dit : vous êtes un électeur de gauche à Neuilly ou un électeur de droite à Saint-Denis, votre suffrage compte, à jamais, pour du beurre. Ce n'est pas la peine que vous vous déplaciez. Et il dit : il n'est pas normal et juste que cette situation se perpétue ; où que soit l'endroit où vous votiez, votre suffrage devrait compter également ; vous êtes un citoyen français, il n'y a aucune raison de vous écarter de la représentation. C'est le seul moyen de rendre,

ainsi, au Parlement l'indépendance et la parole libre dont on a besoin dans une démocratie.

Il reste la grande question des médias. Mes chers amis, je pense que l'indépendance des médias et leur pluralisme devrait être explicitement protégés dans la Constitution française et je ferai une proposition en ce sens. Jusqu'à maintenant, je suis certain qu'un grand nombre d'entre vous se disent : si cela pouvait être vrai, mais cela n'arrivera jamais... Je voudrais, devant vous, développer un point de vue plus optimiste : les conditions politiques et la loi fondamentale qui règle les conditions de la réforme de la Constitution font que la majorité ne peut pas faire adopter cette réforme seule. Elle a besoin ou bien des voies du Parti socialiste ou bien des nôtres. Même si nous sommes moins nombreux, nous sommes clé dans cette élection, le Parti socialiste ou nous. Nous avons donc un devoir pour peser sur une décision aussi importante.

C'est dans ce contexte que je proposerai, avec Michel Mercier, une rencontre à François Hollande et aux présidents des groupes minoritaires à l'Assemblée Nationale et au Sénat.

C'est l'un des rares cas où le pouvoir et la majorité ne peuvent pas tout. Cela nous crée un devoir et c'est pourquoi je propose d'en parler avec les autres grands courants démocratiques du pays, pour que nous fassions notre travail de réformateurs et de responsables, dans une situation où il ne peut pas y avoir de changement des institutions sans notre acquiescement.

Nous avons voulu cette indépendance. Nous allons la construire. Nous la manifestons. Nous serons indépendants, libres dans notre jugement, francs dans notre expression et constructifs ; nous allons remplir, enfin, un devoir qui est d'assurer le renouvellement, si nous le pouvons, en tout cas de proposer le renouvellement, aussi large que possible, de ceux qui se présentent devant les suffrages des Français pour y être élus.

Je vais naturellement, enfin, finir sur les élections municipales. L'indépendance que nous avons voulue et forgée, dont nous avons parlé longuement hier soir, même si nous ne sommes qu'au début de notre chemin, elle change déjà le paysage politique de notre pays.

Si je lis bien, dans bien des villes, des deux camps, nous viennent des appels à des listes communes. On entend, sur notre droite et sur notre gauche, des sollicitations, des déclarations qui nous appellent à des rassemblements inédits. Il y a bien longtemps qu'il n'y a pas eu, ainsi, des manifestations d'intérêt électoral à notre endroit pour les élections locales.

Naturellement, j'accorde à ces déclarations toute l'importance qu'elles doivent avoir. Naturellement, je n'ignore pas que nous allons devoir, dans le plus grand nombre de cas, faire en sorte que des rassemblements se produisent au premier ou, le plus souvent, au deuxième tour. Car la ligne que je défendrai devant vous est que nous soyons, le plus souvent possible, dans le plus grand nombre de villes, présents sous nos couleurs, indépendantes au premier tour de cette élection municipale et cantonale.

Évidemment, le renouvellement choisi par les citoyens est plus important que le renouvellement concédé par ceux qui sont déjà majoritaires et en place. Je préfère le renouvellement qui se gagne que le renouvellement que l'on concède comme l'on peut, mais je sais qu'il y aura des cas où l'on devra, y compris avant le premier tour, regarder s'il n'est pas plus utile ou important, pour que nos idées ou convictions triomphent, évidemment envisager des majorités de rassemblement.

J'ai un critère à défendre pour cette élection et, ce critère, c'est notre marque de fabrique. Cela nous permettra de penser... Je m'adresse à tous ceux qui seront candidats à cette élection, avec un regard particulier pour Marielle de Sarnez, car le combat de Paris ne passera pas inaperçu.

J'ai un critère : depuis des décennies, on nous a imposé, sans le dire, un modèle politique dans lequel on considérait comme normal que, dans le gouvernement d'une ville, la moitié minoritaire de la ville soit exclue de ce gouvernement au bénéfice de la majorité municipale de cette ville, que les uns aient tous et les autres rien.

Je prétends que ceci est stupide pour un pays et, a fortiori, ridicule et archaïque pour une ville. Je prétends que dans une ville les questions de la vie de tous les jours, celles qui concernent les écoles, le plan de circulation, le commerce, l'urbanisme, la culture, l'université, sont des questions qui exigent que l'on fasse attention à tous les grands courants de la ville, et qu'on laisse leur place dans la réflexion à tous ceux, même minoritaires, pour qui ces décisions vont engager leur avenir.

Je défendrai donc l'idée que tous ceux avec qui nous pourrons, un jour, envisager, de nous aligner dans cette élection municipale soient des personnes qui acceptent le pluralisme et les majorités de rassemblement qui dépassent les seules frontières de leur camp.

Je défends l'idée que nous proposons, ainsi, aux Français, une conception nouvelle de la vie politique locale et municipale, une conception dans laquelle chacun a ses convictions, mais où l'on considère que l'on peut parfaitement rassembler

des personnes de convictions différentes pour traiter les problèmes de la vie de tous les jours.

Ceci me paraît de bon sens. Je suis persuadé que cela intéressera les Français. En tout cas, ce sera, pour nous, une condition *sine qua non* à notre participation à toutes les majorités de rassemblement, les alliances locales, les coalitions nécessaires pour qu'une ville se trouve gouvernée, pour que des maires soient élus, pour qu'ils puissent ensuite prendre des décisions et les imposer.

Nous aurons un critère : nos partenaires seront ceux d'un bord ou de l'autre, car si nous sommes indépendants c'est pour pouvoir, en effet, discuter avec tout le monde. Nous n'avons pas d'ennemis dans le champ démocratique français, nous avons des personnes que nous pouvons estimer même si elles ne sont pas de nos idées et, jusqu'à maintenant dans l'histoire on était dans des camps différents, nous pouvons parler avec eux, mais en tout cas nous imposerons, comme article premier dans cette discussion, que les majorités soient ouvertes et rassembleuses et pas sectaires et avec des œillères.

Ainsi, nous allons commencer, vivre ensemble, dans les semaines qui viennent, la construction, le chemin, et c'est un chemin intéressant, exaltant, qui consiste à défendre, dans notre pays, une idée qui n'a jamais été défendue et surtout jamais imposée, une idée d'une démocratie de plein exercice dans laquelle les citoyens sont pris au sérieux et pas seulement considérés comme objets de communication.

Devant tous ces défis économiques, sociologiques, écologiques, pour la planète -je pense naturellement au Grenelle de l'environnement qui sera un grand enjeu dans les mois qui viennent- je suis persuadé que tous ces défis ne pourront être relevés que si c'est notre conception du citoyen et de la vie publique, conception de conscience, d'information, de responsabilité qui l'emporte.

Et je suis donc persuadé que notre rassemblement, celui de Seignosse et ceux qui auront lieu dans les semaines et mois qui viennent, que notre travail pour faire vivre et naître une formation politique qui ne ressemblera à aucune autre et sera une proposition nouvelle dans le champ politique français et européen, je suis persuadé que ce rassemblement et cette construction sont une bonne nouvelle pour la France.

Je vous remercie.